

SOLIDAR Observateur des droits sociaux

Rapport national: France 2019

Tableau de données

Indice de Gini: 29,3
 Chômage: 9,1 %
 Indice d'égalité de genre: 74,6
 Chômage des jeunes: 20,7 %
 AROPE: 17.1 %
 Dépenses sociales (en % du PIB): 24,3 %
 Part de la taxation du travail sur l'impôt total: 51,2 %
 Pauvreté au travail: 7,4%
 Observatoire sur l'espace civique CIVICUS: Rétréci

Synthèse

L'espace civique en France a été dominé cette année par le mouvement des Gilets jaunes. En réponse à la contestation, de nouvelles lois rétrécissant l'espace civique ont été promulguées. Les réformes fiscales ayant suscité le mouvement ont été annulées en grande partie. Cependant, les récentes réformes fiscales en France ont globalement favorisé les très riches. Dans le même temps, en dépit d'un système de protection sociale relativement efficace, les inégalités et la privation matérielle ont augmenté par rapport aux niveaux d'avant la crise, en particulier pour les groupes sociaux vulnérables. Le pays connaît d'importantes disparités régionales et locales en termes d'emploi, de qualité de l'enseignement et de niveau de vie. Les habitants des quartiers pauvres et les populations issues de l'immigration subissent des discriminations

sur le marché de l'emploi. Le travail précaire reste un problème et les conditions ont gagné en flexibilité. Une récente réforme du régime d'allocations de chômage pour les travailleurs indépendants promet de mieux les protéger en cas de perte de leur travail. Une réforme drastique du système de retraite est en cours, avec consultation des citoyens, mais plusieurs professions ont déjà faire connaître leurs griefs à l'encontre de ses conséquences pour leurs pensions à venir. Ces questions d'inégalités et de disparités régionales croissantes ne sont pas suffisamment abordées dans les recommandations spécifiques pour la France.

Égalité des chances et conditions de travail équitables

La France a connu ces dernières années plusieurs importantes réformes de son système fiscal, qui ont eu ou auront un fort impact sur la répartition des richesses. Au commencement de son mandat, le président Macron a réduit l'impôt sur la fortune afin d'empêcher les riches de quitter le pays pour échapper à l'impôt.¹ En 2018, une augmentation annoncée de la taxe sur le carburant a donné naissance à des mouvements de protestation de masse dans l'ensemble du pays, portés par les Gilets jaunes. Plusieurs nouvelles réformes fiscales ont été introduites en réaction, dont une réduction du taux d'imposition pour les deux fourchettes de revenus les plus basses dans



le but d'alléger la charge fiscale spécialement pour les ménages à faibles revenus.² Dans la pratique, les 10 pour cent des ménages les plus pauvres, souvent allocataires sociaux, ne bénéficieront guère de cette réforme, qui s'adresse principalement aux salariés. L'augmentation prévue de la taxe sur les carburants, qui a donné naissance au mouvement des Gilets jaunes, a finalement été abandonnée et de nouvelles subventions pour les carburants ont été promises à la place.³

Travail précaire

Ces dernières années, la France a assisté à une forte augmentation de diverses formes de conditions de travail précaires. Dans un pays où la protection du travail est traditionnellement forte, 85 % des nouveaux contrats de travail sont temporaires. En outre, le taux de transition de contrats temporaires à permanents est parmi les plus bas de l'UE. Depuis 2018, les contrats à durée indéterminée ont eux aussi gagné en flexibilité suite aux nouvelles *ordonnances travail*.⁴ Des quelque 18 % de travailleurs occupés à temps partiel⁵, 43,2 % le sont involontairement ; ils souhaiteraient prester davantage d'heures, mais leur employeur ne les leur propose pas. Le marché du travail est atone – personnes disponibles pour travailler mais ne cherchant pas un emploi, chercheurs d'emploi non immédiatement disponibles et travailleurs à temps partiel involontaires – et connaît dans le même temps des pénuries de main-d'œuvre faute de compétences adéquates. Le nombre de travailleurs indépendants a également augmenté, passant de 5,2 % de l'emploi total en 2008 à 6,8 % en 2017, et représente 20 % du total des emplois créés depuis 2000.⁶

Égalité des chances

L'accès à l'enseignement, au marché du travail et aux soins de santé en France varie fortement selon les régions et même selon les quartiers. Le chômage de longue durée et le chômage des jeunes sont supérieurs dans le Nord-Est et dans la zone de la Méditerranée. Malgré une légère amélioration depuis lors, le chômage dans les quartiers pauvres en 2016 était plus de deux fois supérieur à ce qu'il était dans les zones environnantes (25,3 % vs 9,9 %). Dans le même temps, les études du médiateur national ont conclu que le fait d'habiter un quartier défavorisé affecte négativement les chances des demandeurs d'emploi.⁷

En outre, les performances de l'enseignement à tous les niveaux sont inférieures et les taux de décrochage sont supérieurs dans les quartiers défavorisés. Les enseignants y sont souvent moins expérimentés et la fréquence élevée des absences, tant des élèves que des professeurs, réduit le nombre d'heures de contact.⁸ De plus, l'automatisation et la dématérialisation ont des effets différents selon les régions du pays et imposeront sans doute une approche adaptée de la reconversion.⁹ Bien que l'accès aux soins de santé soit bon dans l'ensemble, les disparités régionales ont abouti à la formation de déserts médicaux, dans des zones rurales, de grandes villes en région parisienne et dans le Nord de la France où les médecins se font rares.¹⁰

Bonne pratique – Réformes de l'enseignement

Le gouvernement français a introduit plusieurs réformes pour lutter contre les



inégalités dans le système d'enseignement. L'âge de l'obligation scolaire a été abaissé à trois ans en septembre 2019 pour encourager la participation à l'éducation de la petite enfance, notamment pour les enfants de milieux défavorisés et migrants. Dans le même temps, la taille des classes sera réduite de moitié dans toutes les écoles des zones défavorisées, ce qui devrait avoir à long terme des effets positifs sur la croissance économique et créer 120.000 emplois. Dans l'enseignement secondaire, des mesures ont été prises afin de lutter contre décrochage scolaire et de rapprocher les compétences apprises des besoins du marché du travail en 2018. Il existe aussi des projets en vue de rendre le système d'apprentissage plus efficace et pertinent.¹¹

Les personnes issues de l'immigration rencontrent d'autres difficultés encore. Les migrants de pays extérieurs à l'UE tendent plus particulièrement à être concentrés dans les quartiers pauvres, où la part des migrants extra-européens est de 30 % en moyenne contre 10 % sur l'ensemble du pays. En 2017, à 55,6 %, le taux d'emploi des personnes nées en France de migrants extra-européens était en outre parmi les plus bas de l'UE.¹² Cette donnée peut en partie s'expliquer par la discrimination à l'embauche. Les expériences ont conclu que les candidats au patronyme à consonance arabe et ceux vivant dans les quartiers défavorisés sont bien moins susceptibles d'être invités à un entretien d'embauche que d'autres candidats au CV identique.¹³

Protection et inclusion sociales

En général, la France a des niveaux d'exclusion sociale relativement faibles (17,1

% en 2017).¹⁴ Toutefois, bien que son système de protection sociale soit parmi les plus efficaces dans la réduction de la pauvreté et que ses dépenses sociales soient les plus élevées de l'UE, les inégalités se sont accrues et la privation matérielle a augmenté par rapport aux niveaux d'avant la crise. La pauvreté est un problème particulièrement pressant pour les groupes sociaux vulnérables. Ainsi en 2017, 32,6 % des parents célibataires avec enfants à charge et 20,9 % des jeunes de 18 à 24 ans vivaient dans la pauvreté.¹⁵ En 2018, le président Macron a annoncé une stratégie nationale contre la pauvreté accordant une attention spécifique aux enfants et aux jeunes. Pour les adultes, la stratégie met fortement l'accent sur la lutte contre la pauvreté au travers de l'emploi.¹⁶

Protection sociale

Des changements profonds ont été introduits dans diverses prestations de protection sociale ces dernières années, souvent dans le but de rendre le système moins complexe, plus égalitaire et plus axé sur l'activation. Depuis 2018, les travailleurs indépendants sont couverts par le même régime de sécurité sociale que les salariés traditionnels, quoiqu'à des conditions différentes.¹⁷ En juin 2019, le président a annoncé une réforme du régime de chômage durcissant les conditions d'octroi des allocations de chômage, et réduisant le montant de l'allocation après six mois sans emploi.¹⁸ Il existe encore d'autres projets de réforme du système de pension, qui se compose actuellement de 42 de régimes à base de cotisations et de prestations qui feraient place à un régime unique à points.¹⁹ La réforme inclut aussi des changements



destinés à encourager à poursuivre le travail après l'âge légal de la retraite, soixante-deux ans.²⁰ Ces projets ont suscité les protestations des salariés de plusieurs secteurs qui se voient comme perdants du nouveau système.²¹ Les syndicats se sont inquiétés de l'effet de ces réformes sur la capacité du système de protection sociale à prévenir la pauvreté.

Bonne pratique – Consultation citoyenne sur la réforme des pensions

En 2018, en préparation aux réformes prévues des pensions, le gouvernement français a lancé une plateforme de consultation permettant aux citoyens d'exprimer leur opinion et leurs préoccupations à propos des changements proposés au système de retraite. Onze questions ont été posées sur une plateforme en ligne, tant à propos des droits à accorder au conjoint en cas de décès que de la façon dont la confiance envers le système de retraite français peut être renforcée entre autres.²² Bien que le gouvernement ait promis de se pencher attentivement sur les préoccupations formulées le plus fréquemment, de nombreux groupes sociaux se sont montrés sceptiques à propos des résultats de la consultation. De nouvelles consultations se tiendront fin 2019.

Espace civique

Durant l'année écoulée, l'espace civique français a été largement occupé par les Gilets jaunes, un mouvement de la base qui s'est d'abord formé en réaction à une augmentation du prix des carburants et à la cherté de la vie en octobre 2018. Les protestations, tournant régulièrement à l'émeute et à la confrontation avec les forces

de police, se sont rapidement répandues à travers la France et ont essaimé dans d'autres pays. La police a parfois réagi par une violence excessive, portant atteinte à la liberté de réunion.²³ En avril 2019 est entrée en vigueur la loi anti-émeutes, restreignant notamment la liberté de réunion ; elle criminalise notamment le fait de se couvrir le visage lors d'une manifestation. C'est l'une des raisons pour lesquelles l'espace civique français est actuellement classé comme « rétréci ». ²⁴ Pour Reporters sans frontières, la contestation a également mené à une limitation notable de la liberté de la presse. Au plus fort du mouvement des Gilets jaunes, des journalistes ont été empêchés de faire leur travail et attaqués à la fois par la police et les manifestants. Mécontents de leur traitement dans les médias, certains membres du mouvement ont bloqué des imprimeries pour empêcher la distribution de journaux.²⁵

Le Groupe stratégique national de SOLIDAR relève également que les organisations de la société civile en France rencontrent des difficultés car elles sont de plus en plus financées au projet, ce qui ne couvre pas leurs frais de fonctionnement. Cette évolution fait obstacle à leur participation réelle et durable à la prise de décision politique et au plaidoyer.

Comparaison avec les recommandations spécifiques au pays

Les recommandations spécifiques pour la France s'axent résolument sur la promotion de l'innovation et la simplification du système fiscal, mais portent aussi sur les questions d'égalité des chances et les défis rencontrés notamment par les migrants sur



le marché du travail. Elles mentionnent encore certains des problèmes affectant le marché du travail de manière générale, comme l'inadéquation des compétences et les difficultés d'accès pour les jeunes. Néanmoins, peu d'attention est accordée

aux disparités régionales qui sous-tendent ces défis sur le marché du travail, se traduisant notamment dans un accès limité aux services sociaux et à un enseignement de qualité dans certaines régions et certains quartiers, mais aussi dans la discrimination.

¹ Agnew, H. (2018). French government opens door to wealth tax concession:

<https://www.ft.com/content/79d9c18c-f87b-11e8-af46-2022a0b02a6c>

² TheLocal.fr (2019). Fifteen million people in France 'will benefit from Macron's tax cuts':

<https://www.thelocal.fr/20190426/fifteen-million-people-in-france-will-benefit-from-macrons-tax-cuts>

³ Strauss, D. (2019). Who's Winning From Emmanuel Macron's Tax Reforms? The Wealthy:

<https://www.ozy.com/acumen/whos-winning-from-emmanuel-macrons-tax-reforms-the-wealthy/92283>

⁴ Commission européenne (2019). Rapport national France 2019 :

https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/file_import/2019-european-semester-country-report-france_en.pdf

⁵ Eurostat (2019). Part-time employment rate:

<https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/sem100/default/table>

⁶ Commission européenne (2019). Rapport national France 2019 :

https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/file_import/2019-european-semester-country-report-france_en.pdf

⁷ Commission européenne (2019). Rapport national France 2019 :

https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/file_import/2019-european-semester-country-report-france_en.pdf

⁸ Commission européenne (2019). Rapport national France 2019 :

https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/file_import/2019-european-semester-country-report-france_en.pdf

⁹ OCDE (2018). Création d'emploi et développement économique local 2018 :

<http://www.oecd.org/publications/job-creation-and-local-economic-development-26174979.htm>

¹⁰ Commission européenne (2019). Rapport national France 2019 :

https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/file_import/2019-european-semester-country-report-france_en.pdf

[t/2019-european-semester-country-report-france_en.pdf](https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/file_import/2019-european-semester-country-report-france_en.pdf)

¹¹ Commission européenne (2019). Rapport national France 2019 :

https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/file_import/2019-european-semester-country-report-france_en.pdf

¹² INSEE (2018). Statistiques sur les ressources et conditions de vie :

<https://www.insee.fr/fr/metadonnees/source/serie/s1220>

¹³ Bunel M., L'Horty Y. & Petit P. (2016). Les discriminations à l'embauche dans la sphère publique: effets respectifs de l'adresse et de l'origine.

¹⁴ Eurostat (2019). Personnes en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale :

https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/t2020_50/default/table

¹⁵ Commission européenne (2019). Rapport national France 2019 :

https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/file_import/2019-european-semester-country-report-france_en.pdf

¹⁶ Agnew, H. (2018). Emmanuel Macron unveils French anti-poverty strategy:

<https://www.ft.com/content/b71bb2ee-b767-11e8-b3ef-799c8613f4a1>

¹⁷ Centre des Liaisons Européennes et Internationales de Sécurité Sociale (CLEISS) (2019). Le régime français de protection sociale des travailleurs indépendants :

https://www.cleiss.fr/docs/regimes/regime_france_independants.html

¹⁸ France 24 (2019). Indemnités, bonus-malus : le gouvernement dévoile une réforme "dure" de l'assurance chômage :

<https://www.france24.com/fr/20190618-france-reforme-assurance-chomage-mesures-devoilees-colere-syndicats>

¹⁹ Thomas, L. (2019). Macron's reform drive faces high-risk pension overhaul:

<https://www.reuters.com/article/us-france-reform->



[pensions/macrons-reform-drive-faces-high-risk-pension-overhaul-idUSKCN1VN18S](https://www.ipe.com/countries/france/france-launches-citizens-pension-reform-input-platform/www.ipe.com/countries/france/france-launches-citizens-pension-reform-input-platform/10025021.fullarticle)

²⁰ France 24 (2019). French PM unveils tax cuts, pension reforms as Macron eyes rebound:

<https://www.france24.com/en/20190612-french-pm-philippe-outlines-reforms-parliament-macron-yellow-vests>

²¹ France 24 (2019). French doctors, lawyers, pilots protest pension reforms:

<https://www.france24.com/en/20190917-france-doctors-lawyers-pilots-protest-pension-reforms-macron>

²² Rust, S. (2018). France launches citizens' pension reform input platform:

<https://www.ipe.com/countries/france/france-launches-citizens-pension-reform-input-platform/www.ipe.com/countries/france/france-launches-citizens-pension-reform-input-platform/10025021.fullarticle>

²³ Human Rights Watch (2018). France: Police Crowd Control Methods Maim People:

<https://www.hrw.org/news/2018/12/14/france-police-crowd-control-methods-maim-people>

²⁴ CIVICUS (2019). France:

<https://monitor.civicus.org/country/france/>

²⁵ Reporters sans frontières (2019). France :

<https://rsf.org/fr/france>